

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes » Karl Marx Le Manifeste

Face au capital, aujourd'hui plus que jamais,

NOTRE PEUPLE A BESOIN DU PCF !

Proposition de base de discussion alternative pour le congrès extraordinaire du PCF des 18,19 et 20 juin 2010



21 mai 2010

INTRODUCTION/RESUME

UN CONGRES EXTRAORDINAIRE : POUR QUOI FAIRE ?

PCF : bilan et analyse des 18 mois depuis le 34^{ème} congrès.

Les conditions anormales dans lesquelles est organisé le congrès « d'étape » des 18, 19 et 20 juin 2010 suffiraient à expliquer que nous déposions un texte alternatif.

Tout dirigeant du PCF sait qu'il est impossible en 7 semaines de créer les conditions d'une participation réelle des communistes, des sections, à une réflexion collective. De surcroît, l'ordre du jour est lourd, comprenant l'évaluation de la stratégie actuelle du Parti et des transformations du Parti lui-même.

La direction a également fait le choix de ne pas soumettre à amendements les textes adoptés par le Conseil national du 16 avril, qu'elle propose comme base de discussion.

Sur quoi les communistes vont-ils pouvoir discuter réellement ensemble, se prononcer nationalement ? D'où vont sortir les résolutions finales, proposées au Congrès national, qui auront force de textes de congrès ? Leur orientation est déjà connue puisque la direction part du postulat que la stratégie qu'elle mène depuis 2008 est validée et qu'il n'y a lieu que d'envisager sa « prochaine phase ».

Cette démarche n'est pas qu'anti-statutaire, elle est antidémocratique.

C'est la première raison pour laquelle, conformément à l'article 11.1 des statuts du PCF, nous proposons un texte alternatif aux textes du CN du 16 avril, visant à devenir la base commune amendable du 35^{ème} congrès du PCF, convoqué de façon extraordinaire par le CN des 27 et 28 mars 2010.

Au 34^{ème} congrès, fin 2008, les communistes ont exprimé une volonté claire et incontestable : celle de maintenir le PCF. Cette clarification a été vécue par beaucoup comme un soulagement après la mise en question de l'existence même de notre parti par la direction après les élections présidentielles de 2007.

La première évaluation à faire des choix du 34^{ème} congrès, c'est celle de la stratégie mise en œuvre au regard des objectifs de renforcement du PCF et de son action dans cette période d'aiguinement de la lutte des classes au plan international et national.

Le congrès extraordinaire peut et doit réaffirmer toute l'actualité de la raison d'être du PCF que l'évolution de la situation politique internationale et nationale est venue encore souligner.

La crise actuelle du capitalisme, système étendu à la quasi-totalité des pays, sans véritable contrepoids malgré les résistances de plusieurs Etats (dont Cuba), est l'expression de toutes ses contradictions. La recherche effrénée du profit l'amène à détruire le développement économique qu'il a engendré, à menacer la planète. Sans opposition organisée, il utilise sa propre crise contre les travailleurs. De façon perceptible pour un plus grand nombre, la théorie marxiste, qui est un des fondements de notre parti, est validée comme la perspective révolutionnaire qu'il porte.

En France, l'offensive du capital, relayée par le gouvernement et l'UE, tente d'imposer des reculs sociaux, économiques et démocratiques sans précédent depuis des décennies. Elle suscite une très large contestation parmi notre peuple qui souffre de plus en plus. Des luttes très importantes se développent dans des secteurs de plus en plus larges du monde du travail. Elles recherchent les voies de la convergence et de l'alternative politique.

La forme d'organisation des partis communistes, qui leur a permis, à eux seuls, d'être des partis de classe et de masse, revient d'autant plus d'actualité. L'exemple de l'action du Parti communiste grec (KKE), fer de lance de la riposte à l'agression encore plus violente du capital dans son pays, est probant à cet égard.

Le monde du travail se souvient que le PCF a joué un rôle décisif dans toutes les conquêtes sociales que le gouvernement s'applique à détruire, notamment celles qui sont issues du programme du Conseil national de la Résistance. Le pouvoir aussi n'oublie jamais la menace que représente le communisme pour les intérêts des exploités. Il tente soit de banaliser l'histoire communiste comme Sarkozy avec Guy Môquet, soit d'accentuer sa campagne de criminalisation du communisme. Le véritable échec de la « célébration » du 20^{ème} anniversaire de la chute du Mur de Berlin, orchestrée par nos responsables politique et destinée à légitimer leur UE du capital, montre qu'ils n'arrivent pas à tirer un trait l'histoire du socialisme et du mouvement communiste au 20^{ème} siècle, dont l'analyse par notre parti reste largement à faire.

L'existence et le rayonnement des partis communistes est un enjeu de la lutte des classes.

Il n'y a pas de fatalité à l'affaiblissement du PCF, de « déclin inéluctable ». Il y a le résultat d'un affrontement entre le capital, nécessairement anticommuniste, et notre parti lui-même. **La direction du PCF continue à faire l'impasse sur le bilan de 15 ans de stratégie d'abandons et de reniements des fondements du Parti**, mettant le recul du Parti sur le seul compte de « la vague néolibérale de la fin du XXème siècle ». C'est trop facile ! Comment expliquer que le plus grand recul, en forces organisées et en voix, s'est produit à partir de 1997 et du choix de l'alignement sur la « gauche plurielle » ?

Après le 34^{ème} congrès, dans la suite de l'Assemblée nationale extraordinaire de décembre 2007, le choix majoritaire des communistes aurait dû couper définitivement court aux tentatives de « métamorphose », de « dépassement », de dilution du PCF, « d'expérimentations » dans ce sens, engagées depuis des années par la direction du Parti. Plusieurs des principaux dirigeants du PCF n'avaient pas caché en 2007 que ce processus devait mener pour eux à la disparition du Parti en tant que tel.

Depuis le dernier congrès, la stratégie politique conduite par la direction du PCF se confond avec le « Front de gauche ».

La constitution du « Front de gauche » n'est pas une décision du congrès. L'accord fondateur avec Mélenchon a été décidé en novembre 2008, à son départ du PS, au moment et en marge du congrès mais sans que les communistes puissent se prononcer. La résolution de congrès prévoyait, au pluriel, des « constructions unitaires avec des cadres, *des fronts*, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ». Le Front de gauche est né sans contenu, ni projet fixés.

Notre congrès extraordinaire doit faire le bilan de 18 mois de « Front de gauche » en termes de renforcement du PCF et de l'efficacité de son action.

On ne peut pas se contenter de le mesurer par des résultats électoraux. Mais ceux-ci sont peu concluants et il faut le reconnaître. Aux européennes et aux régionales, avec des disparités régionales, les résultats sont équivalents ou inférieurs, parfois nettement, à ceux des listes du PCF aux élections précédentes correspondantes. Le Front de gauche a très peu capté la volonté de sanction de la politique du gouvernement qui s'est dirigée aux régionales vers l'abstention, puis vers la gauche social-démocrate (écologistes compris). Le recul est souvent net en voix, notamment dans les quartiers les plus ouvriers et les plus pauvres. L'élan des luttes ne s'est pas reporté sur le vote Front de gauche. Ce doit être une de nos premières préoccupations.

Les régionales ont aussi abouti à la perte de près de moitié des élus communistes sortants, malgré la fusion, dans la quasi-totalité des régions, avec les listes PS.

Le Front de gauche a pu être vécu de façon différente selon les régions. Dans certaines, notamment à tête de liste communiste, les partenaires ont agi en alliés loyaux. Certains ont cru voir un début d'émancipation du PS.

Mais globalement, le Front de gauche a accentué le malaise, les divisions à l'intérieur de notre parti. L'élaboration des listes de candidats, à la suite d'interminables négociations politiciennes, a été paralysante et démobilisatrice pour les communistes.

Le Front de gauche, dont le PCF représente au moins 90% des forces, a donné une importance politique démesurée aux « partenaires », parfois pourtant groupusculaires. Jean-Luc Mélenchon, avec sa petite fraction de la social-démocratie, a pu être érigé comme le principal porte-parole du Front incluant le PCF. Il lui donne les moyens d'imposer ses méthodes politiciennes et son calendrier, notamment d'ici les présidentielles.

Le Front de gauche accentue également le processus d'effacement du Parti. Les campagnes électorales, structurantes (par exemple avec le matériel politique) s'effectuent sous les couleurs du Front de gauche. De plus en plus, l'expression du Front supplante celle du PCF. Les directions du PCF qui s'étaient prononcées pour le « dépassement » et la « métamorphose » de notre parti, choisissent progressivement de faire fonctionner leurs organisations sur le mode du Front de gauche, avec des campagnes électorales et des candidats systématiquement « Front de gauche », des comités « Front de gauche », des groupes d'élus « Front de gauche ».

Tout cela a-t-il permis de dégager la perspective politique ?

Le Front de gauche, avec sa raison d'être d'origine électorale et sa perspective rivée vers 2012, accentue encore la dérive institutionnelle et électoraliste du parti, formalisée au Congrès de Martigues.

Le Front, constitué principalement avec des ex-PS, ne porte pas de rupture avec l'alignement sur le PS dans les institutions. L'idée d'émancipation du PS s'est avérée une illusion. Le ralliement au PS, y compris dans les exécutifs, s'est effectué dans pratiquement toutes les régions (sauf Nord-Pas-de-Calais et Limousin).

La perspective politique est plus que jamais la victoire de la « gauche unie » en 2012. En témoignant les meetings communs, la recherche de déclarations

communes, même sur des sujets où les positions sont peu conciliables (ex : retraites).

En aucun cas le PS, où les écologistes, ne sont sortis pourtant du consensus des forces de l'alternance européenne, dont leur approbation des plans de renflouement de la finance ou leur soutien au Traité de Lisbonne sont des éléments fondamentaux.

Mélenchon, ouvertement réformiste, s'est prononcé pour le non à la Constitution européenne mais a été aussi l'un des plus chauds partisans de Maastricht. Le Front de gauche, suivant la ligne du Parti de la gauche européenne (PGE), poursuit l'évolution vers l'acceptation, même critique, de la légitimité de l'UE du capital et de ses traités, dont le rejet de plus en plus vif par les peuples porte une perspective anticapitaliste.

Ces orientations politiques empêchent notre parti de jouer pleinement son rôle d'impulsion des luttes, de proposition pour contribuer à leur extension et à leur convergence, pour rassembler et dégager la perspective politique.

L'ensemble de ces constats nous amène à reconsidérer le choix du « Front de gauche », dans sa conception même, à chercher des formes de rassemblement, non politiciennes, pas d'abord électorales, mais partant du mouvement populaire et des luttes.

Loin d'être une « innovation », le Front a poursuivi et accentué la ligne politique précédente de la direction du Parti, dans la lignée de l'épisode des Collectifs antilibéraux dont on se souvient de l'échec et de ses conséquences.

Il en va des responsabilités historiques de notre parti.

« PCF », « communistes », voilà des identifiants forts, redoutés des capitalistes. « Gauche », voilà un identifiant large mais vague, dont ils savent s'accommoder !

Le deuxième point mis à l'ordre du jour du congrès extraordinaire par le CN est le projet de « transformations » du PCF.

Au 34^{ème} congrès, le texte initial, proposé par la direction, envisageait une « métamorphose » du PCF. Devant le rejet par les communistes, on a laissé l'expression de « transformations profondes ».

La structuration en cours du Front de gauche, stratégie à laquelle la direction subordonne les « transformations », montre qu'il s'agit d'aller dans la même voie, celle de la dilution du PCF et de l'identité communiste.

Des « transformations » à venir, les 18 derniers mois ont donné un avant-goût inquiétant de centralisme autoritaire des directions pour accompagner ce choix.

Les directions ont forcé la main des communistes, pour la constitution du « Front de gauche » comme pour le choix de ses candidats aux élections, le plus souvent imposés aux communistes, malgré leurs décisions. Le 34^{ème} congrès avait prévu l'instauration d'une commission pour envisager les « transformations ». Elle ne s'est réunie qu'une seule fois avant la convocation du congrès extraordinaire dont le texte a été élaboré ailleurs. Enfin, quel précédent représente le choix de la convocation d'un « congrès » extraordinaire non statutaire ! Ces méthodes ne sont pas acceptables.

Des « transformations profondes », notre parti en a subi de manière quasiment incessante depuis le 28^{ème} congrès de 1994 et notamment au 30^{ème} congrès de Martigues. La première exigence est de tirer le bilan de cette déstructuration méthodique de notre organisation de classe, de la réparer, non de poursuivre la fuite en avant.

Souvenons-nous qu'après avoir cessé d'impulser la vie des cellules (et même des sections), on a supprimé la souveraineté de cet organe fondamental. On a privilégié le cadre institutionnel, les positions électorales, les alliances politiciennes sur l'action dans les luttes (et non seulement la présence « à côté » d'elle). Ces transformations ont poussé le Parti vers la régression aux formes d'avant le congrès de Tours, le parti d'élite, le club de discussion. Notre journal, que nous continuons à défendre, est transformé de plus en plus en « journal de la gauche » et de moins en moins en outil de lutte communiste. Il n'y a même plus de carte annuelle du Parti à remettre aux adhérents !

La nécessité de faire vivre et de renforcer le PCF, affirmée au 34^{ème} congrès, implique des ruptures avec la stratégie à l'œuvre depuis au moins 15 ans et non son accommodement pour faire passer le même projet destructeur. Dans le cadre de ce congrès précipité, nous soumettons à la discussion des communistes, outre cette analyse en forme de bilan, des propositions de rassemblement sur des axes de lutte que doit porter le PCF, une position sur les échéances politiques à venir, en lien avec les évolutions de la lutte des classes en France et dans le monde. Nous proposons une autre base pour les transformations du PCF visant lui rendre sa structure de parti de classe qui lui a permis d'être un parti de masse.

Mais, communistes, nous ne pourrions pas faire, au congrès de 2011, l'économie d'un débat sur notre projet de société et le chemin à suivre pour y arriver dans la lutte anticapitaliste. Depuis le 29^{ème} congrès, nous sommes passés de la « visée communiste » au projet « d'émancipation humaine », encore plus vague et œcuménique. Du « dépassement du capitalisme », on est passé au « post-capitalisme »

comme si le capitalisme allait s'écrouler de lui-même, sans action organisée sur ses contradictions. Un dirigeant, s'exprimant au nom du PCF (Francis Parny, dans le supplément « Communistes » de l'Huma du 5 septembre 2009), a repris à son compte l'objectif « d'altercapitalisme ». Le contresens est total avec la raison d'être de notre parti.

Le congrès d'avril 2010 du Mouvement de la jeunesse communiste de France vient de réintroduire dans ses textes l'objectif du « socialisme », de l'appropriation publique et sociale des principaux moyens de production et d'échange, comme « phase transitoire permettant de dépasser le système d'exploitation de l'Homme par l'Homme et de construire les bases économiques, sociales et

politiques d'une société d'émancipation individuelle et collective ».

Quel signe d'espoir pour les communistes, pour le monde du travail, qu'à la veille du 90^{ème} anniversaire de la fondation de notre parti, le rétablissement de ses fondements vienne de la jeunesse !

Sur ces bases, notre congrès pourrait lancer un appel national fort à l'adhésion et à la réadhésion des centaines de milliers de communistes qui se sont écartés du Parti ou dont le Parti s'est écarté depuis notamment 2000 et le congrès de Martigues.

« CRISE » DU CAPITALISME : LA MACHINE A BROYER LE DROIT DES PEUPLES ET LES ACQUIS DES TRAVAILLEURS S'EMBALLÉ

De « crise » en « crise » : le capitalisme

A l'automne 2008 éclatait la « crise financière ». Elle suivait la « crise des « subprimes » et la faillite de la banque Lehman Brothers aux Etats-Unis. Les économies des principales puissances capitalistes (Etats-Unis, Europe, Japon...) ont connu en 2009 une récession d'une gravité souvent inédite depuis 1945. Ce mouvement de repli continue en 2010. On parle maintenant de la « crise des dettes publiques ».

Cette crise ne résulte pas d'excès du capitalisme, du « néolibéralisme », c'est la crise du capitalisme lui-même. L'affaiblissement, puis la disparition du contrepoids que représentait, dans le rapport de classe mondial, l'existence de l'URSS et des pays socialistes d'Europe de l'est laissent apparaître la logique de ce système dans toute sa brutalité. Notamment en Europe de l'ouest, la période du « compromis social » est révolue.

La réalité du capitalisme, c'est la recherche du profit maximal confrontée à la baisse tendancielle du taux de profit. Ce qui est décrit comme la financiarisation de l'économie, l'explosion de la dette privée, notamment dans les pays anglo-saxons, puis de la dette publique est un instrument pour renforcer l'exploitation du travail.

Dans la période, la nouvelle étape de la mondialisation du capitalisme continue de se caractériser par une extension géographique du système, par une mise en concurrence accrue des travailleurs des différents pays, toujours par une âpre lutte, entre puissances capitalistes et multinationales, pour le contrôle des richesses naturelles et des marchés.

Des économies dites « émergentes » semblent échapper à la crise, en premier lieu, la Chine, devenue en 2009 la deuxième économie capitaliste du monde.

Le développement économique de la Chine, gouvernée par un parti qui porte le nom de communiste, sur les bases d'acquis du socialisme mais clairement suivant un mode de production

capitaliste, doit être un sujet d'étude prioritaire pour notre parti.

La persistance et la montée de résistances, au nom du socialisme, notamment en Amérique Latine, à la domination du capitalisme mondialisée doit continuer à susciter notre intérêt et notre soutien. Notre solidarité avec le peuple cubain doit en particulier continuer à se renforcer, alors que l'avènement du Président Obama n'a pas modifié l'agression des Etats-Unis.

La crise est inhérente au système. Le capitalisme sait utiliser sa propre crise pour renforcer sa domination en l'absence d'un mouvement révolutionnaire suffisamment fort.

On assiste ainsi à un affrontement terrible entre le capital et le travail, à l'échelle planétaire, les uns pour maintenir et accroître leur taux de profit, les autres pour s'assurer des conditions d'existence décentes. Les gouvernements au service du capital entreprennent d'accélérer et d'aggraver brutalement, à la faveur de la crise, toutes leurs politiques antisociales qui sont pourtant à l'origine de la crise. Les mêmes recettes s'appliquent dans tous les pays, notamment d'Europe, où tous les acquis sociaux et démocratiques des peuples sont attaqués.

La Grèce sert de véritable cobaye, avant peut-être le Portugal, l'Espagne, la France. De concert, la finance internationale, les gouvernements, l'UE, le FMI, les « agences de notation » auxquelles le système donne une importance factice, veulent faire un exemple de recul social rapide, d'écrasement d'un peuple et de sa résistance. Les sacrifices exigés des travailleurs, des retraités, des jeunes grecs rejoignent toutes les mesures annoncées par les gouvernements de tous les pays d'Europe (de droite comme de « gauche ») et les dirigeants de l'UE : recul de l'âge de légal de départ à la retraite, attaques contre les droits sociaux, les salaires, contre les services publics, la santé, l'éducation...

Ils sont dans le droit fil de la stratégie du Traité européen de Lisbonne. **Au nom de la « concurrence libre et non faussée », de la recherche de « compétitivité », l'UE sert de prétexte et d'instrument aux gouvernements nationaux en vue d'augmenter le profit capitaliste**, par le renforcement de l'exploitation des travailleurs et par l'extension du marché capitaliste à tous les domaines qui lui échappent, services publics, protection sociale.

Devant l'aggravation rapide de cette politique, son passage à une nouvelle phase avec la situation grecque, notre congrès extraordinaire tombe à point pour affirmer notre solidarité active avec les travailleurs grecs, revoir nos positions sur l'UE, envisager, d'une façon nouvelle, la coopération internationale avec les autres partis communistes et ouvriers.

Notre congrès pourrait adopter une adresse au peuple grec. Depuis des mois, les travailleurs, leurs organisations syndicales et politiques, scandent: « Nous ne paierons pas leur crise ! ». Ce slogan apparaît plus juste que jamais avec les sacrifices exigés pour combler les dettes publiques, précisément creusées pour renflouer le capital. « Plus un sou pour la finance ! ». Exigeons l'annulation de la dette grecque ! La solidarité française peut s'exprimer de façon concrète en mettant en cause les banques françaises. Selon la Banque des règlements internationaux, elles constituent le plus gros créancier de la Grèce, à hauteur de 74 milliards de dollars. Notre revendication de nationalisation des banques rejoint ainsi l'intérêt du peuple grec. Notre solidarité s'exprime également à travers nos propres luttes contre la même politique et par la contestation de l'UE du capital.

L'UE dévoile encore plus clairement sa raison d'être, qui remonte au Traité de Rome, en faveur de la finance et des trusts. Avec le FMI et les gouvernements nationaux, elle est à la barre pour imposer les plans de recul social aux pays, similaires aux plans d'ajustements structurels qu'impose le FMI.

Profitant de la crise, l'UE tente un pas de plus dans la remise en cause des démocraties nationales. La Commission européenne prétend maintenant placer les budgets nationaux directement sous sa tutelle pour imposer le carcan de Maastricht.

Les effets de l'euro, pour lequel devraient être consentis toutes les régressions sociales, apparaissent de façon flagrante.

Ce que nous dénonçons dans les années 90, dans nos campagnes contre le traité de Maastricht, celui d'Amsterdam et la monnaie unique, se réalise exactement.

L'euro est conçu dans l'intérêt de la finance européenne. L'euro fort l'aide à spéculer, à délocaliser.

Au sein de sa zone, l'euro accentue la mise en concurrence des économies et des travailleurs. Il écrase les activités économiques en développement, notamment dans les pays périphériques, mais favorise les groupes capitalistes les plus forts, notamment en Allemagne (mais pas les travailleurs allemands). L'exemple grec illustre combien l'euro place les peuples sous la dépendance du capitalisme européen.

Comme nous mettions notre pays en garde, l'euro, loin d'unir les peuples, les dresse les uns contre les autres et attise le nationalisme. Les campagnes de dénigrement, de haine, reprenant tous les clichés xénophobes, auxquelles nous assistons, l'attestent.

Le mythe européen, celui de l'Europe « qui protège, qui unit », a de plus en plus de plomb dans l'aile, malgré les campagnes idéologiques incessantes, à tous les niveaux, pour forger un nationalisme européen.

Le rejet de l'UE unit de plus en plus fortement les peuples, après les victoires du NON aux référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas. **Nous pouvons et nous devons le caractériser comme un rejet du capitalisme européen que les peuples identifient comme source de recul économique et social et de souffrance.** Les tenants de l'UE du capital tentent de canaliser cette réaction dans des partis nationalistes. Communistes, il est de notre responsabilité, en France, de ne pas laisser faire.

Aussi fermement qu'il s'est toujours battu pour le développement de coopérations mutuellement avantageuses entre les nations d'Europe (et d'ailleurs), devenu encore plus nécessaire, notre parti s'était opposé à l'Europe supranationale du capital, depuis le Traité de Rome, jusqu'à ceux de Maastricht en 1992 et Amsterdam en 1998, en

passant par l'Acte unique de 1986. Nos positions, fortement ancrées dans le Parti et le pays, ont alimenté l'action décisive des communistes dans le rejet par notre peuple en 2005 du projet de constitution européenne.

Après 1997, la direction de notre parti a opéré un virage appelé alors « euroconstructif ». Le gouvernement de la gauche plurielle venait d'approuver le Traité d'Amsterdam et allait signer les conclusions du sommet de Barcelone. Ce revirement a amené la direction du PCF à abandonner la défense de la souveraineté nationale et à envisager une réforme de l'UE, allant dans le sens de « l'Europe sociale », indépendamment du droit de notre peuple à disposer de lui-même. L'adhésion au PGE, puis la collaboration avec la Confédération européenne des syndicats, CES (favorable à Lisbonne), a accentué cette évolution.

La situation présente doit nous amener, avec encore plus d'urgence, à revenir sur ces orientations, sous peine d'être en porte-à-faux avec les aspirations de notre peuple et nos propres propositions.

- L'UE souffre d'un déficit croissant de légitimité. C'est tant mieux ! Elle n'est pas réformable. Ce discrédit est un point d'appui pour mettre en échec les politiques menées en son nom dans l'intérêt du capital. En France, les traités, directives et règlements européens, par exemple ceux de marchandisation des services publics n'ont pas à s'appliquer, à servir de prétextes à la politique du pouvoir.
- La coopération entre les peuples ne se fera pas dans le cadre de l'UE. L'UE, mais aussi la BCE et l'ensemble de ses institutions sont conçues pour imposer un niveau supranational où les trusts sont tout puissants mais sur lequel les peuples n'ont aucune prise. Affirmons clairement que « l'UE sociale » est un leurre ! Comme la victoire du Non en France en 2005 ou la lutte héroïque des travailleurs grecs en 2010 le montrent, les luttes de chaque peuple s'enrichissent des batailles nationales et de l'internationalisme, mais non de l'acceptation du cadre supranational du capital.
- L'euro avec la BCE, la seule politique européenne réellement intégrée (avec la PAC), fait la preuve de sa nocivité pour le développement économique des pays. Notre proposition d'établissement d'une monnaie commune, outil de coopération monétaire pour les échanges internationaux, contre la spéculation et pour une politique du crédit, reprend toute son actualité. Elle signifie le rétablissement des monnaies nationales et la fin de l'euro.

En parallèle avec ces changements d'orientation, doit se **reposer la question de l'adhésion de notre parti au Parti de la gauche européenne.**

La crise grecque oblige les media à mettre en avant une réalité : le rôle crucial joué par le Parti communiste grec dans l'intervention des masses. Le KKE a refusé d'adhérer au PGE.

L'adhésion du PCF s'est faite dans la précipitation et la confusion en 2001, avec l'avis de moins d'un quart des communistes français. Le Parti communiste portugais a également exclu d'adhérer au PGE pendant que le Parti tchèque ne souhaite pas en devenir membre à part entière.

Les communistes français doivent disposer de tous les éléments. Le PGE est un « parti européen », parrainé et financé par la Commission européenne. Au Portugal, en Grèce et ailleurs, il soutient structurellement des organisations ouvertement anticommunistes. Son adhésion à la « construction » européenne est originelle. Est-ce le meilleur cadre de coopération international pour le PCF, alors qu'il existe déjà un groupe au Parlement européen beaucoup plus ouvert, GUE-NGL, et que d'autres formes de travail communiste international se font jour ?

Depuis plusieurs années, les partis communistes de plusieurs pays d'Europe (dont le KKE et le PCP) et d'ailleurs développent des cadres d'échange et diffusent des déclarations communes sur les sujets les plus importants. La direction du PCF, sauf exception, a choisi de boycotter ce cadre sans s'en expliquer. Il est temps de réviser cette position, eu égard au développement rapide de la « crise ».

La crise du capitalisme au niveau mondial, la constitution de nouvelles puissances exacerbent la concurrence entre puissances impérialistes

dans le monde. La course aux marchés, aux matières premières, minérales, énergétiques ou agricoles renforcent les tensions internationales.

La menace sur la paix mondiale que fait peser le capitalisme ne doit pas être éludée. Elle doit être une de nos préoccupations premières.

La Palestine et Israël continuent d'être un lieu de polarisation des tensions. Malgré la politique agressive d'Israël, notamment en termes de colonisation, le soutien des Etats-Unis d'Obama ne se dément pas. Notre solidarité avec le peuple palestinien et les pacifistes israéliens en faveur d'une paix juste et durable est plus que jamais d'actualité.

Les Etats-Unis s'enfoncent dans la guerre en Afghanistan. Le pays est sinistré. Les enjeux

pétroliers sont évidents. La France de Sarkozy a réaffirmé son soutien à l'intervention US, décidé en 2001. Le gouvernement vient de faire réintégrer notre pays au commandement de l'OTAN. Les menaces d'agression sur l'Iran demeurent et la France a établi une base militaire à Abu-Dhabi en prévision.

Notre congrès extraordinaire doit prendre pleinement en considération ces évolutions récentes. **Plus que jamais, notre parti doit exiger le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, la fermeture des bases militaires à l'étranger, la sortie de la France de l'OTAN, de toute forme de défense « européenne » intégrée.**

DES AXES POLITIQUES POUR FAIRE CONVERGER LES LUTTES, RASSEMBLER LE PEUPLE DE FRANCE, FAIRE ECHEC TOUT DE SUITE A LA POLITIQUE AU SERVICE DU CAPITAL

La politique au service du MEDEF tente de prendre de vitesse le développement des luttes

Le capitalisme français se sert de la crise pour accélérer sa restructuration dans le cadre de la mondialisation capitaliste.

Le contraste est frappant entre le quasi maintien des profits des entreprises du CAC 40 en 2009, celui des dividendes servis à leurs actionnaires (35 milliards d'euros pour 2009) et les 600.000 suppressions d'emplois depuis 2008.

La stratégie du capitalisme pour la France, c'est le déclin des activités productives répondant aux besoins, en premier lieu industrielles.

En 15 ans, la part des produits manufacturés importés est passée de 29 à 46%.

Les choix des patrons de l'industrie automobile illustrent dramatiquement l'emballement de ce processus. La balance commerciale de la France en biens automobiles est passée d'un excédent de 12,3 milliards d'euros en 2004 à un déficit de 4,7 milliards d'euros en 2009. Malgré, ou avec, la coûteuse prime à la casse et le plan de renflouement de la trésorerie de Renault et PSA, 54.000 emplois ont été détruits en 2009 chez les constructeurs et les équipementiers français qui sont les premiers à délocaliser leurs productions.

Les grandes entreprises accentuent leur choix de l'internationalisation, le capitalisme français globalement celui de la financiarisation, mouvement qui reflète la course au taux de profit maximal à court terme par une délocalisation de la création de plus-value.

L'illusion entretenue par le pouvoir que des activités de pointe, de haute technologie, pourraient échapper à la concurrence mondialisée est contredite par les faits.

Les banques sont les premiers acteurs de ce mouvement. La crise, le déballage de milliards d'euros de pertes, a fait apparaître au plus grand nombre comment elles ont pu développer ce rôle grâce aux privatisations et aux dérèglementations. Le

pouvoir, soutenu par l'opposition social-démocrate, a consacré des dizaines de milliards d'euros pour leur permettre de continuer.

Dans le même temps, des groupes financiers, des fonds de pension étrangers continuent à s'emparer du capital d'entreprises françaises dans le même objectif dévastateur (fusion, reprise...). L'éloignement des centres de décision stratégiques affaiblit la position des salariés et permet au gouvernement de se défausser plus facilement de ses responsabilités.

La pression sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs en France s'accroît durement.

Le mouvement de filialisation et d'externalisation se poursuit. Une grande partie des PME ne sont en fait que des sous-traitants dépendant d'un seul ou de quelques donneurs d'ordre. Les bas salaires, la précarité, les difficultés d'organisation des salariés dans ces petites structures permettent une exploitation plus forte, le chantage à la délocalisation. Elles permettent aussi de capter plus facilement des aides publiques alimentant en définitive les profits des grandes entreprises.

Aujourd'hui, le capital et le MEDEF voient leur principal espace de développement sur le territoire national dans la prédation des activités qui échappent encore, totalement ou partiellement, à la loi du marché (services publics) et dans la captation des grands monopoles publics, financés par la Nation, ou de leurs activités (transports, énergie, communication...) pour en faire des multinationales capitalistes.

Toutes ces évolutions du capitalisme sont directement soutenues par l'Etat, très loin du dogme néolibéral du « moins d'Etat ». A bien des titres, nous sommes amenés à revisiter nos théories élaborées sur le Capitalisme monopoliste d'Etat.

L'avenir de l'économie nationale est dangereusement compromis. L'accélération de la désindustrialisation, sous les coups du libre-échange et des délocalisations, menace des filières entières. La PAC,

demain sa réforme, n'en finit plus d'étrangler les petites et moyennes exploitations agricoles, pendant que Bruxelles condamne à disparaître la plus grande partie de la pêche.

Les bases du développement du pays sont attaquées avec la marchandisation et la privatisation des grands services publics, y compris la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche.

Le sous emploi, la baisse du pouvoir d'achat des salaires et des retraites, sapent les conditions d'une croissance saine, basée sur la réponse aux besoins.

Une vie plus dure pour le plus grand nombre

La dégradation du niveau de vie, la paupérisation de franges très larges du monde du travail, des retraités, des jeunes s'accroissent rapidement.

15 millions de foyers terminent le mois avec moins de 100 €. De plus en plus de ménages, y compris des salariés, sont confrontés à des difficultés pour faire face aux dépenses les plus quotidiennes, aux coupures d'électricité ou de gaz, aux impayés de loyer. Plus de la moitié ne part pas en vacances.

Les statistiques, même officielles, l'observent. Entre 1975 et 2008, la part des revenus du travail dans la richesse nationale est passée de 70 à 58%. Une étude de l'INSEE vient de montrer que les revenus salariaux des ménages sont retombés au niveau de la fin des années 70. Les retraites ont perdu 20% de pouvoir d'achat depuis la « réforme » Balladur de 1993.

Des territoires entiers tendent à devenir des zones de relégation et de sous-développement relatif.

Cette situation est directement liée aux choix politiques du pouvoir.

La crise a amené encore une augmentation du chômage. Plus de 7 millions de salariés sont touchés, bien au-delà des chiffres officiels, par une forme de chômage. Entre 400.000 et un million de nouveaux chômeurs vont se retrouver sans aucune indemnité.

La pression sur les salaires directs, au nom de la compétitivité ou de la dette publique, est maximale. Salaires, traitements et pensions progressent officiellement moins vite que l'inflation. Le SMIC stagne.

L'augmentation rapide des prix des biens et services de première nécessité, l'envolée des tarifs suite aux privatisations atteignent le pouvoir d'achat. Les attaques contre la Sécurité sociale et son financement par les cotisations sociales entraînent des

déremboursements de soins, des hausses des mutuelles...

Les attaques aux droits du travail affaiblissent la position des salariés dans l'entreprise. L'aggravation de l'exploitation se manifeste aussi par la dégradation des conditions de travail, les atteintes à la santé au travail.

Notre action politique doit absolument prendre mieux en compte de cette évolution, chercher davantage à donner à la souffrance et à la colère croissantes une expression et des possibilités d'action politique de classe, bien au-delà du discours compassionnel et de la « fonction tribunicienne » à laquelle on voudrait cantonner notre parti dans la « gauche ».

La politique cohérente, entièrement au service du capital. L'austérité a préparé l'hypercraie.

La politique du pouvoir, qui a choisi de s'incarner dans la personne de Nicolas Sarkozy, est toute entière au service du patronat et du capital.

L'ancien vice-président du Medef, Denis Kessler, l'ancien conseiller de Mitterrand, Jacques Attali en ont donné la visée globale, la cohérence structurelle : la destruction systématique de tous les acquis sociaux et démocratiques arrachés par notre peuple depuis la Libération et l'application (partielle) du programme du Conseil national de la Résistance, sinon depuis la Révolution.

A un rythme déjà accéléré après l'élection de 2007, le pouvoir sarkozyste a aggravé la politique des gouvernements précédents.

Les classes possédantes se sont vu notamment octroyer dès l'été 2007 un « paquet fiscal » de 12 milliards d'euros qui va très au-delà du seul « bouclier fiscal ».

Le dogme de la « baisse du coût du travail », c'est-à-dire l'attaque contre les salaires, a prétexté de nouvelles exonérations de cotisations sociales au bénéfice du patronat. Elles ont atteint 32 milliards d'euros en 2009.

Cette politique a creusé les déficits du budget de l'Etat et de la Sécurité sociale, la dette publique. Avec la récession, les comptes publics se sont encore très fortement dégradés en 2009.

Le plan d'aide massif aux banques début 2009, le soi-disant « plan de relance » et le « grand emprunt », dont nous contestons les finalités, maintenant le plan de soutien à l'euro ont encore massivement aggravé cette situation.

Elle sert maintenant de prétexte et d'instrument pour aller encore plus loin dans la politique de casse sociale et économique pour justifier des coupes claires dans les budgets publics et sociaux.

Avec la RGPP (révision générale des politiques publiques), dans la suite de la LOLF de 2001 (Loi organique relative aux lois de finance), le pouvoir s'est doté d'un outil pour tailler dans le vif de la fonction publique, détruire des dizaines de milliers d'emplois par an, saboter les missions publiques dans tous les domaines. Des pans entiers des secteurs publics, y compris des services de l'Etat, sont livrés aux appétits des groupes privés.

D'une manière générale, il s'applique à limiter les moyens d'action, financiers et humains, de la collectivité et à la placer sous la dépendance des milieux d'argent. C'est ainsi de plus en plus le cas des activités du nouveau « Pôle emploi ».

La réforme territoriale va dans le même sens avec un contenu gravement antidémocratique. Comme la remise en cause du statut de la fonction publique.

La politique de marchandisation et de privatisation des services publics se poursuit, notamment ceux de l'électricité, de la SNCF, menacée d'éclatement. Le gouvernement a réussi, fin 2009, à changer le statut de La Poste ouvrant la voie à la privatisation et précipitant, en pleine crise, l'une des dernières grandes institutions financières publiques vers la finance privée.

La banalisation du Livret A, livrant l'épargne populaire au privé, est allée dans le même sens. Avec la loi Boutin, elle mine les fondements du logement social.

La Loi Bachelot a préparé la nouvelle attaque, violente, contre l'hôpital public, au bénéfice du secteur marchand.

La nouvelle étape de démantèlement du système de retraite par répartition est l'un des grands projets de la fin du quinquennat.

Par tous les bouts, il s'agit de faire payer les travailleurs, de faire pression sur leurs salaires et leurs acquis. Cette attaque menace la cohésion sociale et nationale du pays et va de pair avec la remise en cause de l'égalité républicaine, de la laïcité...

Confronté à une large opposition populaire, le pouvoir accentue sa campagne idéologique pour diviser les travailleurs.

Sur des questions de société, il développe des campagnes de haine, nauséabondes et dangereuses.

Il renforce gravement l'appareil répressif, dirigé notamment contre le mouvement social.

Dans le même temps, la politique du gouvernement se caractérise aussi par une volonté renforcée d'intégrer les salariés et les organisations syndicales dans une logique de cogestion, au nom du « dialogue social », au moyen notamment de la réforme de la représentativité syndicale.

Il recherche des consensus, une union sacrée contre la crise. C'est précisément l'idée que nous voulons briser.

La contestation grandit - Les luttes se développent et cherchent les voies de leur convergence

Le pouvoir sarkozyste ne remporte pas la bataille idéologique.

La domination capitaliste et ses effets, encore davantage avec les scandales de la crise financière, suscite une opposition massive dans le pays, une conviction de plus en plus large que ce système est incapable de répondre aux besoins et est dangereux.

Selon plusieurs enquêtes, pour 71% de la population, le terme « capitalisme » évoque quelque chose de négatif, un sentiment qui transcende les générations et les catégories sociales. Une majorité de Français jugent le capitalisme comme un système inégalitaire. Notre peuple identifie donc très clairement quels sont les bénéficiaires du système – de l'économie de marché - les actionnaires, et les principales victimes - le monde du travail, les salariés.

Dans ses limites, cet état de l'opinion ouvre objectivement la voie à une plus grande adhésion aux fondements théoriques de notre parti, à nos idées communistes, à la dénonciation du caractère de classe de l'ensemble de la politique du pouvoir.

Les élections régionales ont montré l'absence de soutien populaire au gouvernement mais aussi l'absence de débouché politique au mouvement social.

Nous avons déjà pu caractériser la victoire électorale de Sarkozy en 2007 comme une victoire par défaut plus que comme un soutien à sa politique. Trois ans plus tard, l'UMP vient de subir un véritable désaveu aux élections régionales. Moins de 1 électeur inscrit sur 7 a voté pour le seul parti qui soutient le gouvernement.

Mais la sanction s'est exprimée avant tout par l'abstention, en particulier de ceux qui sont le plus frappés par la politique du pouvoir, plus de 60% en moyenne mais jusqu'à 75 ou 80% dans certains quartiers.

Ensuite seulement, le bénéficiaire politique du vote-sanction est le bloc PS-Europe écologie qui gagne les élections mais qui recule en suffrages exprimés sur 2004. Il gagne les élections sans avoir réussi ni cherché à représenter une véritable alternative.

L'autre bénéficiaire est le FN qui connaît une inquiétante remontée. Les campagnes de haine propagées par le gouvernement, contre les immigrés notamment, ont directement alimenté ce vote déversoir de la colère populaire.

Comme nous l'avons constaté plus haut, notre parti, dans le cadre du Front de gauche, n'a pas réussi à représenter un relais à la contestation et aux luttes. Là où la comparaison est possible avec le PCF en 2004, le plus souvent le Front de gauche stagne en pourcentage, recule en voix, en particulier dans les couches populaires.

Notre préoccupation constante doit devenir une priorité absolue : comment retisser à nouveau les liens avec les habitants des quartiers populaires, les jeunes, premières victimes de la « guerre économique » que nous livrent les forces du capital ? Comment notre parti contribue-t-il à construire l'alternative politique à partir des luttes, à les renforcer, à réaliser leur convergence pour mettre en échec la politique au service du capital ?

Le 21 mars 2010, le deuxième tour des régionales se déroulait sans enthousiasme dans une grande indifférence des masses. Le 23 mars, 800.000 salariés, jeunes et retraités manifestaient dans les rues pour les retraites, l'emploi et les salaires. Cette contradiction doit être au cœur de nos préoccupations.

Les luttes sociales portent la contestation politique

La persistance et le renforcement du mouvement populaire sont un trait marquant de la situation du pays. Il se situe dans la continuité notamment des grandes grèves de 1995, de la bataille de 2003 pour les retraites, de 2004 contre la privatisation d'EDF et GDF, de 2007 contre le CPE.

Depuis 2008, les luttes se développent dans des secteurs d'activité de plus en plus diversifiés : industrie, commerce, transports, énergie, éducation, hôpital ou encore culture, justice, petite enfance, audiovisuel...

De très nombreuses luttes ont lieu dans les usines, souvent contre les délocalisations. **Mollex, Goodyear, Continental, Total-Dunkerque, Caterpillar... sont devenus des symboles de la résistance ouvrière.** Les media se sont évertués à en réduire le résultat aux primes de licenciement arrachées aux patrons pour masquer la revendication fondamentale : celle du maintien de l'appareil productif.

Dans les services publics, des luttes dures, de haut niveau ont été menées par exemple à la SNCF contre la privatisation rampante, dans la distribution d'électricité et de gaz.

Les luttes pour la régularisation des sans papiers placent de plus en plus au centre la solidarité entre travailleurs.

L'autre trait marquant, c'est le caractère d'intérêt général de la plupart des luttes : pour les services publics, la protection sociale, pour le droit du travail, pour les salaires...

Elles revêtent objectivement un caractère politique de contestation de la domination capitaliste et de ses effets. Les convergences d'intérêt sont de plus en plus flagrantes. L'aspiration à des convergences de lutte devient une exigence.

Au printemps 2009, l'opposition à la Loi Bachelot a commencé à rassembler largement tous les personnels hospitaliers, médecins compris, et des usagers pour la défense de l'hôpital public.

L'opposition à la transformation de la Poste en société anonyme, à l'automne, a montré les possibilités de rassemblement des salariés et des usagers pour combattre la privatisation.

La bataille qui s'annonce pour défendre les retraites peut et doit rassembler très largement.

Pour autant, nous devons analyser l'échec des grands rassemblements de 2009. Le 29 janvier 2009, puis le 19 mars 2009, près de deux millions de salariés, retraités et jeunes ont fait grève et manifesté ensemble. Mais le mouvement s'est ensuite essoufflé jusqu'en juin sans obtenir de résultat. L'unité des organisations syndicales, c'est un constat, ne garantit pas le rassemblement dans la lutte et les convergences décisives pour gagner.

Surtout le mouvement social se heurte à l'absence de débouché politique. Face à la contestation populaire, le pouvoir ruse, esquivé, recule parfois d'un pas mais parvient à continuer à avancer sa politique. Dans les media, tout est renvoyé à un hypothétique changement en 2012.

Les luttes butent sur l'absence de perspective d'alternative politique et, en même temps portent l'alternative politique, elles-mêmes, et tout de suite. Cette contradiction est au centre des responsabilités considérables, historiques du PCF.

Quel rassemblement devons-nous contribuer à construire ?

Notre perspective de rassemblement ne peut pas être la victoire de la « gauche unie » en 2012.

Les luttes se heurtent précisément au consensus persistant des forces politiques de l'alternance sur les questions économiques et sociales principales. Le PS a approuvé le plan de renflouement des banques. Sur les retraites, le PS peine à se différencier du gouvernement et envisage à terme un financement entièrement fiscalisé (fusion CSG et impôt sur le revenu), exonérant entièrement le patronat. Etc. Au cœur du consensus avec l'UMP se trouve le vote au Parlement, le 4 février 2008, bafouant l'expression souveraine du peuple, en faveur du traité de Lisbonne.

Le système politique, aggravé par le quinquennat, essaie de structurer toute la vie politique autour de l'élection présidentielle et de la bipolarisation entre les deux forces de l'alternance. Nous devons nous écarter entièrement de ce modèle. Pouvons-nous imaginer nous rallier à l'actuel président du FMI, au nom du choix le moins mauvais ? Non !

Nous avons aussi l'expérience de la « gauche plurielle » entre 1997 et 2002 quand, au nom du « tirer le PS à gauche », notre parti s'est si gravement et durablement discrédité par son alignement sur le PS et sa politique de gestion loyale des affaires du patronat.

L'alliance avec le Modem, dans ne nombreuses villes, aux municipales de 2008, était un signe inacceptable de l'orientation « social-libérale » du PS. L'absence d'alliance avec le Modem, après l'effondrement électoral de celui-ci, n'est en rien gage de réorientation du PS.

Nous devons aussi analyser le rôle joué par Europe Ecologie, partenaire privilégié du PS, menée par l'anticommuniste pro-UE, Cohn Bendit, dans la canalisation de l'électorat en 2012 vers le « social-libéralisme ».

En aucun cas, ces ne considérations signifient que nous mettons un trait d'égalité entre le PS et la droite. Des alliances locales existent sur une base contractuelle, au bénéfice des populations.

Nous souhaitons aussi l'unité d'action à la base sur des sujets précis, mais pas à n'importe quel prix, sinon elle devient nuisible.

Comment défendre les services publics avec ceux qui les ont privatisés et soutiennent les directives européennes de marchandisation de ces activités essentielles ?

Nous devons tirer les enseignements de la « votation citoyenne » contre le changement de statut de La Poste. Grâce notamment à l'action des militants communistes, elle a permis à des centaines de milliers

d'usagers de s'exprimer contre le processus de privatisation. Dans le même temps, refusant de mettre en cause la marchandisation du courrier, pour ne pas gêner le PS, renvoyant, par le vote, à des échéances électorales, elle n'a pas permis de contredire le gouvernement entièrement sur le fond et de consolider le mouvement des postiers.

Le « Front de gauche » ne peut pas porter le rassemblement efficace contre la politique du pouvoir.

Comme nous l'avons analysé plus haut, aujourd'hui, le Front de gauche s'inscrit dans une perspective et une problématique essentiellement électoralistes et politiciennes, dénuées d'un projet initial de transformation de la société et alignée sur la social-démocratie.

Le Front de gauche ne peut pas non plus devenir un « Front populaire du 21^{ème} siècle ».

Le Front populaire était un mouvement alliant de grands partis, ayant un ancrage de masse. Le regroupement hétéroclite de groupuscules et de la petite fraction du PS, détachée au PG, dans le Front de gauche ne présente pas ce caractère.

Aucune autre formation politique ne s'impose comme partenaire potentiel d'une telle coordination. Le résultat du NPA aux régionales a montré combien, sans complaisance médiatique, il se réduisait à une organisation peu nombreuse, profondément divisée, venant d'abandonner ses références communistes et révolutionnaires, tout en restant dans les faits fidèle à l'engagement anti-PCF historique de la LCR.

Ces constats n'empêchent en rien la possibilité d'unité ponctuelle sur des actions précises.

Le Front populaire s'était aussi constitué sur la base de la progression dynamique du PCF. Au contraire, le Front de gauche marque la suite du processus d'effacement du Parti, sans compter les ambitions d'OPA électorale de Mélenchon.

Le 34^{ème} congrès a réaffirmé la validité de la forme parti et la nécessité de l'existence du PCF. En tant que communistes, nous portons une attention particulière aux militants et dirigeants syndicaux dont les combats rejoignent les nôtres. Mais en cohérence avec notre analyse, nous leur proposons, sur le plan politique, de travailler avec nous, de nous rejoindre mais non de constituer un autre type d'organisation ou un autre parti, le « Front de gauche » qui supplanterait le PCF.

Le « Front de gauche » poursuivant la stratégie d'effacement du PCF et de son identité révolutionnaire ne représente en rien une forme de rassemblement efficace pour contribuer à mettre en échec la politique du pouvoir.

Nous pensons, que sur la base de lutte et de campagnes de masse, d'une organisation communiste revivifiée, il y a un avenir pour un renouveau de l'influence du PCF.

Faire vivre et renforcer le PCF, ce n'est pas le choix de l'isolement au contraire. Aujourd'hui, c'est même notre priorité pour contribuer au rassemblement des travailleurs, du peuple de France contre la politique du pouvoir.

Ce choix implique de faire l'analyse des raisons du recul de notre parti depuis les 90, du naufrage de la candidature Hue en 2002 puis de celle de la « gauche populaire et antilibérale » aux présidentielles de 2007.

Mais un parti comme le nôtre, avec ses fondements de parti de classe, son histoire de parti de masse – et les expériences auxquelles nous avons contribué depuis les années 30 – peut et doit avoir l'ambition de construire les rassemblements populaires larges, majoritaires pour résister et pour gagner une politique en rupture avec l'aménagement du capitalisme.

Lancer des campagnes de lutte nationale rassembleuses

Notre parti a vocation à intervenir sur tous les sujets politiques pour construire, par ses propositions, ses actions dans les luttes, les rassemblements qui mettent en échec le pouvoir au service du capital.

Pour les mois qui viennent, notre congrès extraordinaire pourrait annoncer des initiatives de masse sur plusieurs batailles prioritaires.

- **Sur la question des retraites :** pour la défense de la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), la diminution de la durée de cotisation (retour sur l'application de la loi Fillon de 2003 et abrogation de la loi Balladur-Veil de 1993), le maintien du code des pensions de la fonction publique, pour la suppression

des exonérations de cotisations sociales patronales, pour **la défense du financement solidaire des retraites par la cotisation sociale, la part socialisée du salaires**, prélevée directement, sans accumulation financière, sur la création de richesse. La priorité du Medef est précisément la remise en cause de la cotisation sociale.

- **Pour la défense et la reconquête des services publics, des entreprises nationalisées** avec la (re)nationalisation des secteurs clefs de l'économie, la reconquête et l'extension (ex : l'eau) des monopoles publics acquis à la Libération, contre l'application des directives européennes de mise en concurrence, illégitimes. Nous devons être plus clairs et plus offensifs qu'avec l'objectif vague de création de « pôles public ». Nous pourrions par exemple décider d'une action nationale contre l'augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité en lien avec l'exigence de renationalisation d'EDF et de GDF et de fusion de ces entreprises.

- En particulier, nous voulons mobiliser **pour la nationalisation des banques et des établissements de crédit.**

- Nous voulons engager une vaste campagne contre la RGPP, pour la défense du statut de la fonction publique, pour une réforme de la fiscalité.

- Nous voulons être à l'offensive contre la réforme des collectivités territoriales, c'est un enjeu décisif pour la démocratie, notamment pour la défense des communes.

- Nous voulons construire des mobilisations globales pour la défense des filières productrices, industrielles et agricoles, réunissant salariés, travailleurs des grandes entreprises et des sous-traitants, populations.

Notre congrès extraordinaire pourrait décider de l'élaboration d'un programme du Parti d'ici le congrès ordinaire de juin 2011.

UN POINT D'APPUI IRREMPLAÇABLE POUR LES LUTTES : LE VOTE COMMUNISTE

Des élections cantonales auront lieu dans la moitié du pays en mars 2011. Après notre congrès de juin 2011, des élections sénatoriales se tiendront en septembre, puis les présidentielles et législatives en avril et juin 2012.

Pour les communistes, les luttes sociales ne s'opposent pas au moment électoral, les élections étant une étape dans le combat politique. Le développement des luttes doit pouvoir trouver un débouché politique, c'est tout le sens et la spécificité du vote communiste. Le mouvement populaire et toutes celles et ceux qui luttent aujourd'hui seraient plus forts avec un PCF plus influent, avec davantage d'élus communistes. Ils sont un point d'appui incontournable pour le développement des luttes et leur convergence.

Ne pas semer d'illusions pour 2012 !

L'établissement du quinquennat en 2000 a renforcé la polarisation de la vie politique autour de l'élection présidentielle. Le premier objectif recherché par les partis de l'alternance était de laisser des périodes de 5 ans aux gouvernements sans sanction populaire possible par les urnes. Le second était de réduire la vie politique à une élection bipolarisée et biaisée par le choix d'un individu.

Adversaire depuis l'origine de l'élection du Président de la République au suffrage universel, le PCF doit continuer à dénoncer avec force ce système dans le cadre de ses propositions de réformes des institutions.

La personnification du pouvoir et de sa politique est mise en scène à outrance derrière la figure de Nicolas Sarkozy. Ses méthodes personnelles y contribuent.

Mais nous devons nous opposer à ce que l'aspiration au changement de politique se réduise à l'objectif de battre Sarkozy en 2012 et même à celui de battre la droite. C'est nécessaire mais loin d'être suffisant.

Ne renvoyons pas tout au rendez-vous électoral de 2012 ! L'alternative politique part des luttes de 2010 et de 2011.

Ne cultivons pas d'illusion sur la « nouvelle ère politique, sociale et démocratique » qui pourrait s'ouvrir en 2012 ! Elle est unimaginable à partir de l'unité derrière le PS des formations de gauche et des Verts.

L'idée prétendant peser pour « tirer à gauche » la social-démocratie en allant avec elle a montré qu'elle aboutissait au contraire à notre alignement sur elle comme caution de gauche et à notre décrédibilisation. Nous nous souvenons de la période 1997-2002 et de l'état dans lequel en est ressorti le Parti.

Aussi préparer un « projet de gouvernement » pour l'après 2012 avec le « Front de gauche », c'est aller dans la même impasse. Bien sûr, le PCF a besoin d'un programme qui mette en cohérence ses axes de lutte, ses propositions et son projet révolutionnaire.

Mais nous avons tiré les enseignements du programme commun de gouvernement, combien il avait favorisé le PS et détourné les travailleurs du premier lieu de la bataille politique, les luttes.

De surcroît, il ne s'agit plus d'ici 2012 avec le projet du Front de gauche, de jouer un rôle majeur dans un futur gouvernement, comme on l'imaginait dans les années 70, mais celui d'une force d'appoint. Cette démarche reproduit donc l'expérience en pire en canalisant électoralement à gauche vers le PS et en faisant le jeu au sein du Front des éléments non communistes, Mélenchon en tête.

Annoncer dès maintenant une candidature présentée par le PCF

C'est dans l'ensemble de ce contexte, à côté de notre action prioritaire dans les luttes, que nous devons envisager la candidature que nous soutiendrons aux présidentielles. **Même malgré nous, la question est déjà posée, omniprésente. Nous n'y échapperons pas, d'autant moins que la démarche du « Front de gauche » a déjà placé Mélenchon dans l'orbite de 2012** et qu'il ne manquera pas un instant de nous le rappeler.

En premier lieu, notre réflexion n'a de sens qu'en relation avec nos axes de luttes que l'élection doit prolonger et avec la perspective politique que nous portons.

Cela implique déjà d'écarter toute hypothèse de candidature unique de la gauche, derrière la social-démocratie.

Les méfaits du système présidentiel s'étendent à toute la vie politique. A la « gauche de la gauche », nous avons déjà vécu avant 2007 la concurrence lamentable que se sont livrée plusieurs « personnalités ». Pour 2012, Mélenchon n'est pas le seul prétendant sur les rangs.

Cette logique de « concours de miss » rabaisse le combat politique à des combines politiciennes et laisse en définitive la décision aux sondages et à la complaisance des media.

Après l'échec interminable et paralysant des « Collectifs antilibéraux », la candidature tardive, presque à contre cœur de Marie-George Buffet, candidate de la « gauche populaire antilibérale », alors en congé de direction du PCF, en 2007, a abouti au désastre que l'on sait.

On l'a vu aussi plus haut, la question de l'affirmation du PCF, en tant que tel, est également une question majeure, contre le processus d'effacement. Nous refusons que des élections servent de moyen pour forcer un processus de recomposition politique effaçant et affaiblissant le PCF et son expression.

Pour toutes ces raisons, dans cette situation précise, notre parti doit annoncer la présence d'une candidature du PCF, de rassemblement, aux présidentielles de 2012, dont il choisira le nom au congrès ordinaire de juin 2011.

Pour les mêmes raisons, pour les élections cantonales et législatives, dans le respect des prérogatives statutaires des organisations du Parti, nous nous prononçons pour des candidatures de rassemblement, communistes ou apparentées, présentées par le PCF.

L'existence d'un groupe communiste à l'Assemblée nationale est un enjeu primordial. Le nouveau règlement a ramené à 15 le nombre d'élus nécessaire pour constituer un groupe. Il n'y a plus aucun prétexte possible pour que le groupe où siègent actuellement les députés communistes ignore toute référence communiste et fasse la part belle aux Verts.

TRANSFORMATIONS DU PARTI ?

REFAIRE DU PCF UN PARTI DE CLASSE POUR EN REFAIRE UN PARTI DE MASSE, OUVERT ET RASSEMBLEUR !

Les conditions du débat avant ce congrès sont totalement inacceptables. En outre, on traite les membres de la commission « transformations du parti » de façon incroyable: pas de réunion pendant des mois, et puis en toute hâte, plusieurs réunions d'affilée selon un calendrier intenable.

Un sujet si sérieux mérite autre chose qu'un traitement aussi désinvolte, méprisant pour les communistes, tout autre chose qu'une approche technocratique, bureaucratique ou administrative.

La question de l'organisation est profondément politique. Quel est le bilan de « plus de quinze ans de remises en cause profondes » dans notre parti ?

Notre parti s'en est-il trouvé renforcé, en influence, en forces militantes, en rayonnement ? Non, il s'est affaibli dans tous les domaines. Son implantation, originale et décisive, au cœur du monde du travail, du peuple, des luttes a terriblement reculé.

Nous pensons que ce n'est pas le résultat d'une fatalité mais d'une orientation politique, celle de « banaliser » le parti, d'effacer son identité, de privilégier la présence dans les institutions et une approche électorale.

Le choix de cesser d'impulser la vie des cellules puis, aux 30^{ème} et 31^{ème} congrès de leur ôter leur souveraineté a par exemple été très lourd de conséquences.

Le développement des luttes, sur un autre plan, la montée de l'abstention électorale, parmi ceux qui ont le plus intérêt à combattre le capitalisme, appellent notre réorganisation en cellules.

Les statuts de 1994 définissaient très justement la cellule comme la structure que « le parti met à la disposition de tous ceux qui refusent d'être dépossédés de leur pouvoir d'intervention et de choix ». La cellule, c'est le moyen de redéployer l'activité communiste dans les quartiers populaires, les villages et dans les entreprises, au contact des réalités quotidiennes.

Les entreprises constituent le lieu principal de l'affrontement de classe et le point de départ de la plupart des luttes. L'abandon de **la cellule d'entreprise** a privé les salariés d'un contre-feu à l'idéologie patronale et aux tentations réformistes.

Certes, notre société a subi des transformations profondes. La perte continue des emplois stables,

notamment dans la production, l'explosion de la précarité, la dissémination du tissu industriel restant dans des PME sous-traitantes ont progressivement réduit les grands collectifs de travail, plus propices à la solidarité syndicale et à l'organisation politique.

Ces difficultés accrues ne sauraient changer la place centrale que le PCF doit accorder au monde du travail et à l'organisation communiste à l'entreprise.

Comment réimplanter des cellules dans des quartiers et dans un monde du travail où l'on trouve aujourd'hui nombre d'intérimaires, de chômeurs, de jeunes en déshérence ? C'est une des questions essentielles sur laquelle nous devons nous pencher et concentrer nos efforts. Nous devons utiliser tous les moyens possibles : internet, l'écrit, la parole au moment des luttes, dans des interventions publiques.

La cellule, c'est aussi le lieu d'échanges humains, de solidarité et de fraternité dans un esprit de lutte.

Redonner la souveraineté aux cellules, y compris financièrement, c'est aussi une question de démocratie, essentielle. C'est ce qui permet à chaque adhérent d'être impliqué dans l'action et l'élaboration de l'ensemble de la politique du Parti et à la direction du Parti de ne pas être coupée des réalités des luttes.

De même, des moyens doivent être redonnés aux sections pour impulser la vie des cellules, en recréer de nouvelles, impliquer les camarades isolés, déployer une propagande ciblée.

L'expérience depuis les derniers congrès révèle un appauvrissement de la vie du Parti, en même temps qu'un déficit démocratique croissant. Ils vont de pair avec la primauté donnée aux institutions et aux questions d'alliances en termes électoraux.

L'organisation en « assemblée générale » de section démobilise les camarades. Souvent une petite partie seulement y participe. Encore moins interviennent. Les préoccupations électorales, les questions d'alliance, omniprésentes, tendent à scléroser les débats, d'autant plus que les décisions apparaissent le plus souvent imposées « d'en haut ».

Les stratégies électorales depuis plusieurs décennies aboutissent à privilégier l'union de sommet. Les deux dernières expériences les plus cuisantes pour notre parti ont été la période de la « gauche plurielle » et celle des « collectifs

antilibéraux ». Avec le « Front de gauche », on semble ignorer leurs enseignements.

Nombre de décisions essentielles ont été prises « au sommet », à la suite d'obscures négociations puis imposées aux communistes, sans débat. Dans de nombreuses régions, il en a été ainsi des candidatures et particulièrement des têtes de listes, tant aux élections européennes qu'aux élections régionales.

Il n'est pas question de négliger ou minorer leur importance, mais l'activité du PCF, son intervention ne doivent pas être tournées vers la seule perspective des échéances électorales à venir.

Si l'on en reste à ce type de démarche, crée-t-on les conditions d'une remontée d'influence pour le PCF ? Assurément non. Au contraire, cela conduit irrémédiablement à un effacement et à une subordination du PCF. L'existence d'un électorat communiste, construit patiemment par nos luttes, a donné au vote communiste toute sa signification. Comme un ancien vice-président du CNPF le disait, le patronat ne fait pas la même chose avec un PCF à 20% ou à 10%.

Par les voies de l'électoratisme, des alliances pour des positions dans les institutions, on laisse de côté la question de l'influence réelle du PCF, alors que c'est un enjeu décisif pour parvenir un jour à changer la société.

Notre parti doit procéder à des ruptures, non pas avec son héritage et les traditions révolutionnaires de notre peuple, mais bien pour les retrouver, renouer avec la lisibilité, la cohérence historiques du PCF, des ruptures pour un retour assumé aux sources, notamment aux acquis du Congrès de Tours.

Concernant par exemple la place des élus par rapport au parti, le principe, remontant à Tours, doit être réaffirmé : l'action des élus doit être subordonnée aux décisions des communistes et non l'inverse.

Nous avons évoqué l'action à l'entreprise et les liens avec les organisations syndicales.

Le Parti peut et doit refaire une priorité de son engagement originel pour la paix et pour la solidarité internationale, souvent à contre courant des idées dominantes, aux côtés des peuples opprimés, dans le combat contre le colonialisme et le racisme.

L'obsession qui consiste à vouloir changer à tout prix l'image du PCF se révèle désastreuse. Depuis des années, au lieu d'une propagande efficace, dans ses mots d'ordre, pour faire avancer nos idées et le rapport de force, le matériel proposé, notamment les affiches, relève de la basse publicité commerciale.

Cela reflète la perte d'autonomie du Parti, l'abandon progressif d'une réflexion propre, partant de nos fondamentaux. Depuis de nombreuses années, la direction du Parti ne propose plus vraiment de position sur de nombreuses questions. Si l'on ne peut pas se proclamer parti « d'avant-garde », on ne peut pas non plus théoriser, comme cela a été fait, au nom de la recherche d'alliances « majoritaires », l'alignement sur des positions trop générales, nécessairement influencées par l'idéologie dominante.

Le PCF doit redevenir pleinement indépendant dans son intervention, retrouver le discours d'un parti révolutionnaire sur des positions de classe. Il doit faire bien plus appel à l'intelligence politique, à la créativité des communistes et faire vivre en toutes circonstances leur souveraineté.

La question de la défense (prioritaire pour tous les communistes) et du rôle de notre presse doit être posée dans cet objectif. Progressivement, depuis les années 90, l'Humanité a cessé d'être officiellement un journal communiste, pour se présenter de plus en plus comme « le journal, le magazine de la gauche ». Nous pensons au contraire qu'il y a place pour un quotidien national, un hebdomadaire (et d'autres publications) qui se revendiquent communistes, s'efforcent d'être des journaux utiles aux luttes, à l'action du PCF et pas seulement des journaux d'information de gauche.

L'amélioration de la formation théorique et idéologique des communistes est également nécessaire. Des initiatives ont été prises pour organiser davantage de stages et de conférences, souvent avec des spécialistes. Les conditions doivent être rassemblées pour recréer des écoles du Parti, visant à diffuser les idées d'un marxisme créateur, éloigné de tout dogmatisme. Cet effort doit être relié directement à l'activité militante et à la reconstitution des cellules.

Le déficit démocratique pose directement la question des directions du Parti et de leur fonctionnement. Nous devons, entre autres, faire les efforts nécessaires pour promouvoir des militants issus des milieux populaires, ce qu'a su faire notre parti pendant des décennies, en formant et en faisant émerger des cadres issus du monde ouvrier.

Tout est lié : les « transformations du Parti », l'organisation du Parti, la stratégie, le projet de société qu'il porte.

Au 34^{ème} congrès, les communistes ont rejeté le terme « métamorphose » proposé par la direction. La « métamorphose », c'est bien changer complètement de forme. La direction, au congrès national, a maintenu le terme « transformations » qui

accompagnait la « métamorphose ». Elle a réussi à faire ajouter la mise à l'ordre du jour de ces transformations d'ici le congrès suivant.

Il ne s'agit pas de savoir si nous voulons « améliorer » le parti et son action. La question est : dans quel sens ?

La direction sortante du Parti veut, à travers un congrès extraordinaire, non statutaire, continuer dans la stratégie d'effacement du PCF et de ce qu'il représente, le « transformer » dans cet objectif, contrôler ce changement.

Ce n'est pas le choix d'un très grand nombre de communistes, qu'ils participent à la vie du Parti ou qu'ils en soient déjà écartés dans les faits. Ils ont adhéré à un parti révolutionnaire qui osait affronter les puissants, qui parlait franchement.

Ce n'est pas ce que recherchent beaucoup de ceux qui luttent, notamment les jeunes, les travailleurs, les précaires. Ils attendent une perspective

révolutionnaire, un parti pour la porter collectivement, sans concession et dans la durée, un parti lucide sur l'état du rapport de force loin de la phraséologie gauchiste.

La persistance du fait communiste dans notre pays, le glorieux passé de notre parti, le parti de la Résistance, de la lutte anticoloniale, le parti du monde du travail, de la création, la validité de ses fondements théoriques et de sa forme d'organisation, font que, pour nous, ce parti, c'est plus que jamais le PCF, qu'il doit redevenir pleinement lui-même pour évoluer selon les conditions de la lutte des classes.

L'aggravation brutale de la crise du capitalisme rend cette urgence plus pressante.

Notre congrès pourrait lancer un large appel à celles et ceux qui luttent dans l'entreprise, dans les quartiers, les invitant à adhérer au PCF, qui est leur parti, à contribuer à lui redonner pleinement sa raison d'être dans la lutte des classes.

